

Nous aussi, historiens et géographes, sommes des « indignés »

Les professeurs d'histoire-géographie sont en colère. Pourquoi ?

Nous aussi, nous sommes des « indignés ». À la rentrée 2012, les élèves de terminale scientifique n'ont plus d'histoire-géographie obligatoire. Les élèves de première S, qui ont désormais l'épreuve d'histoire-géo à la fin de l'année, ont la possibilité de prendre cette option l'année suivante, deux heures par semaine...

Que constatez-vous ?

Ils peuvent prendre cette option à une condition : qu'elle existe dans leur établissement ou dans un établissement voisin. Or ceci est à la discrétion du chef d'établissement et du recteur ! Les chefs d'établissement, sauf

exception, ne le font pas ou alors sur des horaires peu attractifs.

Pourquoi cette suppression vous scandalise-t-elle ?

C'est la première fois que l'histoire-géographie disparaît dans le cursus du secondaire. Comment vont faire les jeunes de terminale S pour aller vers Sciences Po ou bien des prépas commerciales ? Par ailleurs, le programme de première est devenu aberrant. On demande à des gamins de 16 ou 17 ans de ne plus aborder les sujets de manière chronologique mais de raisonner par blocs. On en arrive ainsi à parler d'un côté de la guerre, de l'autre des totalitarismes... Alors que ce n'est pas possible d'expliquer l'un sans l'autre. Enfin, le programme s'arrête en 1962 comme si les 50 dernières années n'avaient aucune importance !

L'histoire-géographie occupe pour autant une bonne place dans les programmes scolaires français...

Oui. Beaucoup de pays voisins se limitent à une histoire nationale alors que nous sommes plus ouverts à l'histoire mondiale, peut-être en partie en raison du rôle colonial de la France. Nous sommes aussi l'un des seuls pays où on enseigne la géographie de manière aussi intense. Chez



■ Bruno Benoît préside l'association des professeurs d'histoire-géographie. Photo M. Florin

nous, l'histoire-géographie constitue l'un des piliers de la culture générale.

Plus largement, à quoi sert l'histoire ?

C'est ce qui donne son ciment à une population. L'histoire permet de partager des choses ensemble. Elle

permet de mettre en perspective des événements, de disposer de références du passé pour réagir à une situation contemporaine.

Justement, les élèves, et leurs parents ont souvent l'impression qu'il s'agit plutôt d'ingurgiter des dates, et que les professeurs sont mal à l'aise pour évoquer des événements contemporains, par exemple, la situation en Palestine. L'histoire, c'est aussi des dates... Mais c'est vrai, les professeurs n'ont pas suffisamment de formation pour être à l'aise, prendre de la hauteur sur des événements d'aujourd'hui. Ils manquent aussi de temps, ce qui fait qu'ils sont parfois obligés de survoler et de se contenter de données factuelles qui n'intéressent pas les gamins. Cette formation continue manque. À l'heure actuelle, c'est notre association qui la finance.

Avez-vous interrogé les candidats à la présidentielle sur ce sort fait à l'histoire-géographie ?

Pour le moment, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon se sont engagés sur le rétablissement de l'option obligatoire en terminale. Nous allons continuer d'interroger les autres candidats.

Propos recueillis par Muriel Florin

RHO

Repères

Bruno Benoît

► Professeur à Sciences Po Lyon. Il préside l'Association des professeurs d'histoire-géographie (9 000 adhérents). Cette association a récemment organisé des États Généraux durant lesquels elle a réclamé le rétablissement de la matière en terminale S et une révision des programmes.